



Nations Unies  
MADAGASCAR

" Unis dans l'Action "

ANNEE 2 // NUMERO 9 // JUILLET-SEPTEMBRE 2018

# LESECHOS

DU BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT



**SPOTLIGHT SUR L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES POUR LE  
DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
(ONUUDI) A MADAGASCAR**



[www.mg.one.un.org](http://www.mg.one.un.org)



Système des Nations Unies à Madagascar



@MG\_One\_UN

# DANS CE NUMERO



SPOTLIGHT: L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES POUR LE  
DÉVELOPPEMENT  
INDUSTRIEL (ONU  
DI)  
A MADAGASCAR

APPROBATION DU PROJET  
"RADIO SIFAKA : TRACER  
LA VOIE DE LA PAIX À  
TRAVERS LA VOIX DES  
JEUNES »"



HOMMAGE À L'ANCIEN SG DE  
L'ONU, M. KOFI ANNAN

RENFORCEMENT DE LA  
PRÉVENTION ET DE LA  
PRÉPARATION A LA SAISON  
PESTEUSE



APPUI AU PROCESSUS  
ÉLECTORAL

RETRAITE STRATEGIQUE DE  
L'UNFPA OCEAN INDIEN



JOURNEES INTERNATIONALES

VISITES DE HAUT NIVEAU



RENCONTRE ENTRE L'EQUIPE-  
PAYS DES NATIONS UNIES ET  
LES PARTENAIRES TECHNIQUES  
ET FINANCIERS DE  
MADAGASCAR SUR LE  
REPOSITIONNEMENT DE L'ONU

REUNION GENERALE DU  
PERSONNEL DES NATIONS  
UNIES A MADAGASCAR



PROMOTION DES DROITS DE  
L'HOMME

Nous remercions les membres de l'UN  
Communication Group pour leurs  
contributions aux articles, notamment dans  
ce numéro l'ONU DI, l'UNFPA, l'OMS, le  
PAM, le Projet SACEM et l'équipe du  
Bureau du Coordonnateur résident

[www.mg.one.un.org](http://www.mg.one.un.org)



Suivez notre page Système des Nations Unies à Madagascar



suivez @MG\_One\_UN

## Entretien avec Volatiana Rakotondrazafy, Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) à Madagascar

### 1. Pouvez-vous rappeler le mandat et les avantages de l' ONUDI ?

L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) a pour mandat de promouvoir et d'accélérer le développement industriel inclusif et durable (Inclusive and Sustainable Industrial Development-ISID) pour la réduction de la pauvreté.

Depuis l'adoption de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD), la nécessité d'accélérer une industrialisation durable qui profite à tous, particulièrement en Afrique, est de plus en plus réclamée, de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine à la 6<sup>e</sup> Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, et même par le Sommet du G20 de 2016. Ainsi, dans sa résolution A/RES/70/293 du 25 juillet 2016, l'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé la période 2016-2025 la "3<sup>e</sup> Décennie pour le Développement Industriel de l'Afrique (IDDA III)" et a appelé l'ONUDI à "élaborer, mettre en place et diriger la mise en œuvre de programmes et à renforcer l'assistance technique qu'elle apporte aux pays africains afin de promouvoir un développement industriel durable qui profite à tous".

L'objectif N°9 de l'Agenda 2030 se propose de **Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation**. L'ONUDI accompagne ainsi ses Etats membres dans le développement et l'implémentation de programmes qui visent une prospérité partagée à travers la création d'emplois décents et la croissance économique inclusive tout en protégeant l'environnement et en renforçant les capacités institutionnelles.



**Madame Volatiana Rakotondrazafy,  
Représentante de l'ONUDI**

Pour ce faire, elle mobilise la coopération technique, fournit des services de conseils en matière de politique industrielle, d'analyse et de recherche, et soutient les activités relatives aux normes, standards et qualité. De même, elle catalyse des partenariats pour le transfert de technologie, la promotion de l'innovation et la diffusion des connaissances sur les processus d'industrialisation et la coopération industrielle.

## 2. Quels sont les résultats majeurs obtenus en 2017 et durant la période 2018 déjà écoulée grâce à l'appui que l'ONUDI a octroyé à Madagascar ?

En 2017, l'ONUDI à Madagascar a appuyé des initiatives pionnières et innovantes à travers son portefeuille de projets en cours.

**Le projet de développement de petites centrales hydroélectriques en zones rurales** est en cours de mise en place pour fournir plus de 3 MW d'énergies renouvelables. Elles sont associées à des activités de transformation et permettent ainsi l'amélioration de l'accès à l'énergie à des fins productives. Un cofinancement de 14,5 millions d'euros de la KfW a été mobilisé dans le cadre de ce projet. En appui à l'Agence de développement de l'électrification rurale (ADER), des matériels hydrologiques et pluviométriques sont installés aux abords de 4 rivières dans 3 Régions de Madagascar (Sofia, Bongolava, et Anosy). Le premier outil de mesure et de collecte d'information (système MRV) pour la mise en place d'un registre carbone national pour le secteur de l'énergie renouvelable a été développé et est opérationnel au sein du Ministère de l'Environnement et du Ministère de l'Energie. L'Atlas des aménagements hydroélectriques potentiels de la Région Vatovavy Fitovinany a été établi et est en cours de finalisation. Cet atlas permettra à l'ADER d'actualiser le Plan directeur régional indicatif de la Région en matière d'électrification rurale.

L'ONUDI a signé un protocole d'accord avec l'Institut supérieur de technologie et l'Ecole supérieure polytechnique d'Antananarivo pour développer ensemble des formations relatives à l'hydroélectricité et à la dissémination des technologies y afférentes. Un projet de fabrication locale de turbine hydraulique est en cours dans ce sens. L'organisation a de même collaboré avec les partenaires comme la GIZ à la mise en place de plateforme de coordination regroupant des acteurs publics et privés opérant dans le secteur énergie renouvelable ainsi que la formulation d'un document NAMA ou "Mesures d'atténuation appropriées au niveau national" sur le changement climatique (en collaboration avec le BNCCC).

**Le projet TSARA avec le Royaume de Norvège** avait pour objectif d'engager des femmes rurales et de les impliquer dans des activités socio-économiques qui permettraient d'améliorer leur quotidien, tout en renforçant l'image de Madagascar de manière globale. Ainsi, en travaillant avec plus de 200 artisans et en formant plus de 150 femmes de Farafangana, dans le domaine de l'industrie créative et de l'artisanat, leurs revenus ont été améliorés et leurs moyens de subsistance sont diversifiés. Les produits TSARA sont reconnus au niveau local et ont reçu le Trophée 2017 du Ministère de l'Industrie. De même, au niveau international où ils sont distribués dans des chaînes en Europe, la collection TSARA et l'ONUDI ont reçu la récompense « Compasso D'Oro » pour avoir utilisé l'industrie du design comme instrument pour le développement. Le PAM et l'UNFPA ont prêté main forte pour l'amélioration de la résilience de ces femmes bénéficiaires.



Atelier sur l'Elaboration d'un système MRV "Energies renouvelables" à Madagascar (c) ONUDI Madagascar

Afin de combler le gap et d'assurer la continuité du projet, un Master en Design et Innovation a été créé en partenariat avec l'Institut de communication, des affaires et du management (ISCAM) pour offrir aux jeunes et aux professionnels l'opportunité de développer leur talent en combinant créativité, design, entrepreneuriat et management. Une vingtaine d'étudiants de la première promotion ont obtenu leur diplôme cette année. Par ailleurs, un curriculum de formation en entrepreneuriat pour les jeunes lycéens a été développé dans 10 lycées techniques pilotes depuis octobre 2017. Des manuels de formation ont été élaborés et des formations de formateurs et des chefs d'établissement ont été conduites. Le programme sera déployé aux autres lycées techniques de Madagascar après son évaluation qui est actuellement en cours.

Dans le cadre du **soutien au développement de la filière canne à sucre**, l'ONUDI, en partenariat avec l'Union Européenne, le Centre malgache de la canne à sucre et le secteur privé local, met en place deux petites unités de transformation de canne à sucre dans les Régions de Boeny et de l'Anosy. A ce jour, 2 pépinières de 8Ha de canne à sucre ont été créées et 800 producteurs encadrés. 4 cooperatives sont mises en place et formalisées.

Enfin, **dans le domaine de la protection de l'environnement et du changement climatique**, l'ONUDI appuie le Gouvernement à honorer ses engagements dans le cadre du protocole de Montréal (à travers le projet de réduction des gaz HC et HCFC) et de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (à travers le projet de réduction et de gestion des déchets). 04 communes urbaines (Antsirabe, Talatamaty, Ivato et Ambohibao Antehiroka) en sont bénéficiaires dans le cadre de cette initiative régionale qui regroupe d'autres pays de la SADC signataires de ladite convention.



Exposition des produits Tsara lors de l'Exposition sur les réalisations du Système des Nations Unies en 2017 au Palais des Sports au mois de février 2018 (c) ONUDI Madagascar

### 3. Quelles sont les principales contraintes et défis ? Quelles solutions proposez-vous ?

De manière globale, le défi majeur de l'industrialisation durable serait de promouvoir la croissance économique et industrielle dans un cadre social et environnemental soutenu et inclusif. C'est un processus dont les enjeux seraient de créer plus de richesses, plus d'emploi et plus de savoir-faire, le tout en préservant l'environnement et les ressources naturelles. Ainsi, une stratégie intégrée est nécessaire pour adresser tous ces facteurs en même temps et de manière cohérente. Dans le cas de Madagascar, pour créer plus de richesses, il faudrait impérativement plus de transformation pour plus de valeurs ajoutées. Mais pour transformer, il faudrait améliorer la productivité pour sécuriser l'approvisionnement et sa régularité, faciliter l'accès à l'énergie et des infrastructures routières entres autres.

Par ailleurs, pour créer plus d'emplois, le secteur de l'industrie nécessite des ressources humaines aux qualifications adaptées à ses besoins. L'amélioration de la qualité et de la disponibilité de la main d'œuvre est donc une priorité, notamment si l'industrialisation rurale et les zones d'investissement industriel sont à développer tels préconisés par la nouvelle loi sur le développement industriel de Madagascar.

De même, dans le contexte de la mondialisation, mettre en œuvre une industrialisation inclusive et durable nécessite de nouvelles approches qui permettent de mettre à profit toutes les connaissances et les technologies et promouvoir l'innovation en l'adaptant au contexte local. Voilà pourquoi l'ONUDI, en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, a la double responsabilité de (i) fournir des services de coopération technique permettant d'accroître la productivité et la croissance industrielles ; et (ii) exercer des fonctions de forum mondial afin de générer et de diffuser des connaissances sur les processus d'industrialisation et leurs incidences sur la productivité et la croissance économique.

#### 4. Quelles sont les perspectives d'appui de l'ONUDI pour le second semestre 2018 et au-delà ?

A Madagascar, particulièrement à la suite de l'élaboration et de la promulgation de la Loi sur le développement Industriel (LDIM N°2017-047), l'ONUDI accompagne le Gouvernement, en partenariat avec le secteur privé et les partenaires techniques et financiers, dans l'élaboration et la mise en œuvre de son agenda de développement industriel afin d'exploiter pleinement le potentiel du secteur de l'Industrie et en augmenter la contribution dans l'économie du pays. Dans ce contexte, et suite à la requête officielle du Gouvernement en Mars 2018, un Programme Pays est en cours de formulation. Il servira de cadre à la coopération de l'ONUDI et du Gouvernement et définira ainsi les interventions de l'Organisation à Madagascar pour les 5 prochaines années. Il couvrira des initiatives dans des domaines prioritaires identifiés par l'Etat, entre autres le développement de l'agribusiness et des chaînes de valeur, l'agro-industrie, le développement de zones d'investissement/parcs industriels, le renforcement de capacités commerciales et institutionnelles,

les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le changement climatique, le transfert de technologie, l'entrepreneuriat industriel et le développement du capital humain.

Particulièrement, l'ONUDI travaillera de concert avec les autres agences du Système des Nations Unies à Madagascar pour maximiser les synergies et les résultats notamment dans le Grand Sud de Madagascar. Des initiatives conjointes sont en cours de programmation avec le PAM, l'UNFPA, la FAO, l'UNESCO etc...

#### 5. Vos mots de la fin ?

L'agenda de développement durable de 2030 reconnaît le rôle essentiel de l'industrialisation dans les pays en développement et des économies en transition. A travers l'ODD 9 et surtout l'effet catalyseur de l'ISID, l'ONUDI réaffirme son engagement à appuyer Madagascar dans la réalisation de son plan d'action pour le développement de son tissu industriel. Elle s'associe à la vision de l'Etat de transformer la structure de l'économie en augmentant à terme le poids de l'Industrie à plus de 25% du PIB d'ici 2025.

Comme il s'agit de doter Madagascar d'un tissu industriel fort et compétitif pour être un vrai moteur de développement, l'atteinte de cette vision nécessite la mise en place de cadres favorables à la transformation industrielle et à la mise à niveau des industries existantes. Il faudrait surtout des partenariats et des mécanismes qui permettent de coordonner, de soutenir et de maximiser les impacts des interventions pour une industrialisation durable qui profite à tous.

# APPROBATION DU PROJET "RADIO SIFAKA : TRACER LA VOIE DE LA PAIX À TRAVERS LA VOIX DES JEUNES"



La proposition soumise par l'Equipe-pays de Madagascar intitulée « Radio Sifaka : Tracer la voie de la paix à travers la voix des Jeunes » fait partie des projets sélectionnés dans le cadre de l'Initiative de promotion de l'égalité des sexes et des jeunes du SG de l'ONU pour l'année 2018, financée par le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF).

Le projet consiste à sensibiliser les jeunes femmes et les jeunes hommes tout en leur permettant d'accéder à des informations et des connaissances fiables et de qualité à travers l'établissement et l'opérationnalisation d'une radio qui leur sera dédiée. La radio et les émissions développées cibleront le plus grand nombre de communes à Madagascar avec des émissions déclinées en divers dialectes de Madagascar pour sensibiliser les jeunes ruraux et citadins sur les thématiques de la gouvernance, des droits de l'homme, de la citoyenneté, de la culture de paix et de la cohésion sociale.

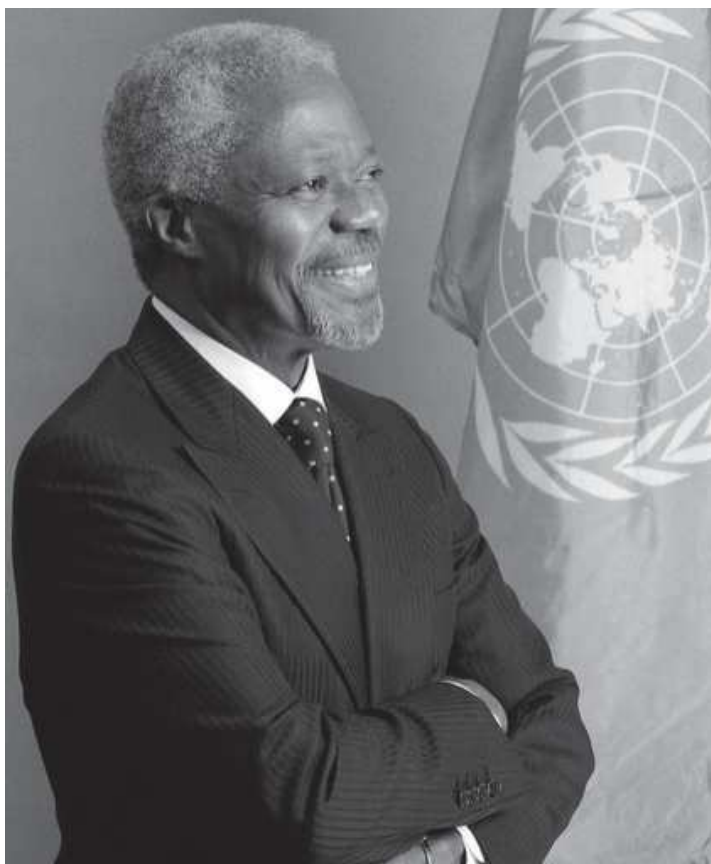
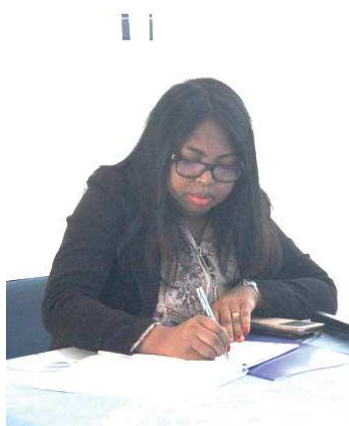
En effet, en promouvant la paix et la culture du vivre ensemble, en (re)établissant des liens interculturels, intergénérationnels et en permettant le dialogue « gouvernant »-« gouverné » pour un contrat social dynamique et constructif, cet outil médiatique des jeunes et pour les jeunes aidera également à l'apaisement après la tenue des élections présidentielles de 2018 et en anticipant sur les élections législatives à venir en 2019.

Les contributions analytiques par la Coalition des radios pour la paix, l'ONG Youth First et l'autres médias et journalistes malgaches ont été pris en compte dans la conception de ce projet. Les Ministères malgaches de la Jeunesse, de la Communication et de l'Intérieur ainsi que les ONG Youth First et la Coalition des radios seront impliqués dans sa mise en œuvre, en étant les acteurs de l'élaboration des différents outils de participation et d'engagement des adolescents et des jeunes, tels que les manuels Junior Reporters Clubs (JRC).

Une consultation très proche a également été faite avec la Fondation Hironnelle pour son expertise technique sur le continent africain. En effet, la Fondation Hironnelle a effectué plusieurs missions à Madagascar depuis dix ans, et en février 2018, elle a réalisé une mission d'évaluation des besoins en information et en soutien au secteur médiatique dans le contexte pré-électoral.

Le projet sera mis en œuvre conjointement par le PNUD, l'UNICEF et le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH).

# HOMMAGE À L'ANCIEN SG DE L'ONU, M. KOFI ANNAN



Signature du livre d'or par l'Equipe Pays des Nations Unies



# HOMMAGE À L'ANCIEN SG DE L'ONU KOFI ANNAN



Signature du livre d'or par les Hautes autorités malgaches et les membres du Corps diplomatique.

# RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION ET DE LA PRÉPARATION A LA SAISON PESTEUSE

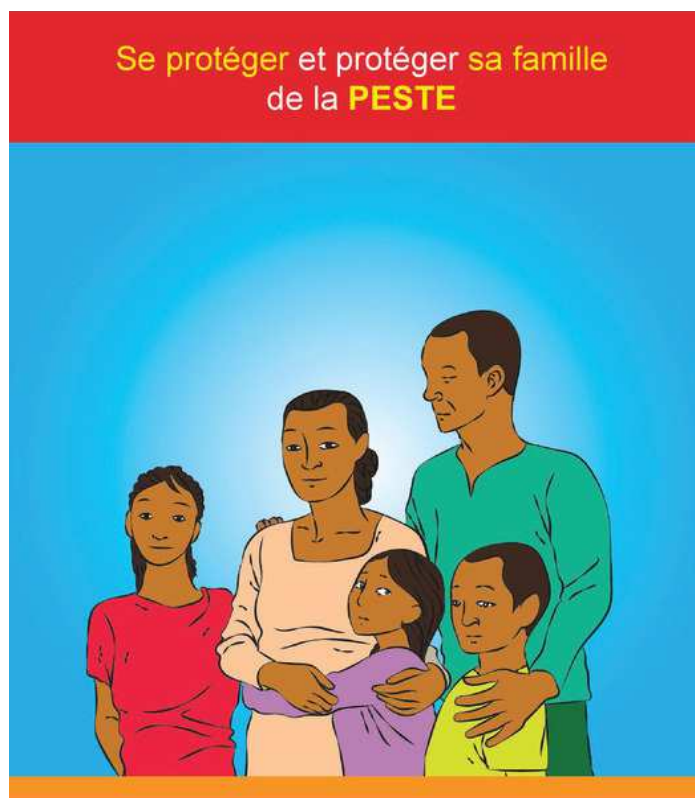
Depuis le mois d'août, le Ministère de la santé publique et ses partenaires se sont réunis en vue de faire face à la saison pesteuse 2018-2019. Du 1er août jusqu'au 9 octobre 2018, 10 cas de peste ont été confirmés par le Laboratoire Central de la Peste du pays : sept (07) cas de forme bubonique dont cinq (05) vivants et deux (02) décédés; trois (03) cas de forme pulmonaire (PP) qui sont tous décédés.

Les districts de notifications de ces cas confirmés sont: Ambalavao, Ambatofinandrahana, Ankazobe, Miarinarivo et Tsiroanomandidy, tous des districts sur les hautes terres centrales.

Afin de limiter le nombre de décès, dont la majorité ont été causés par la prise en charge tardive des cas du fait de la non consultation des formations sanitaires dès la présentation des premiers symptômes, le Ministère de la santé publique et ses partenaires continuent d'encourager la population à s'approcher des agents de santé dès suspicion de la maladie.

Les réunions régulières des différentes commissions ont démarré pour anticiper les réponses et éviter toute éventuelle épidémie. Les leçons apprises de la flambée épidémique de peste pulmonaire urbaine de l'année passée ont contribué à renforcer la vigilance à tous les niveaux, et de ce fait la prévention et la prise en charge des cas suspects venant dans les formations sanitaires. Et même si, comme chaque année, il serait attendu entre 400 et 600 cas de peste durant cette saison pesteuse, réduire le taux de létalité constitue une priorité.

La lutte contre la peste, intersectorielle, a été préparée minutieusement depuis la Revue Après Actions et l'atelier technique sur la prévention de la peste tenue en juillet de cette année. »



## Les mesures de PREVENTION

- ▶ Maintenir les milieux d'habitations **sains** et **propres** pour éliminer rats et puces: débroussaillage, nettoyage régulier, désinsectisation, gestion et traitement adaptés des ordures ménagères
- ▶ **Laver** régulièrement vos mains avec de l'eau et du savon
- ▶ **Désinsectiser** la maison et les alentours de la maison. Une fois les alentours désinsectisés
- ▶ **Garder** la maison et ses alentours **propres**, ne pas jeter les détritiques partout mais uniquement dans les **poubelles appropriées**, pour éviter la **prolifération des rats**
- ▶ **Eviter** les endroits **fermés** et **sans aération**, éviter également les endroits confinés contenant beaucoup de monde
- ▶ **Eviter** d'entrer dans des maisons récemment abandonnées
- ▶ **Suspendre** certains rites funéraires lorsqu'il s'agit d'une personne **décédée de la peste**, pour limiter la contamination et / ou propagation du virus
- ▶ **Eviter** de manipuler des cadavres de rats et d'hommes
- ▶ **Se protéger** contre les piqûres de puces
- ▶ **Eviter** d'être en contact avec un **malade suspect**
- ▶ **Eviter les crachats**

## Les mesures de TRAITEMENT

- ▶ Se rendre impérativement et immédiatement au centre de Santé en cas de **signes suspects** ou dès l'apparition de **signes douteux** tel que de fortes fièvres, des grossesses douloureuses au niveau des ganglions, des toux, et des crachats sanguinolents, des douleurs thoraciques
- ▶ Les centres de santé ont les **capacités** et les **ressources nécessaires** pour traiter **gratuitement** la Peste
- ▶ Après un déplacement dans une **zone endémique**, en particulier au cours d'une épidémie déclarée, consulter immédiatement le centre de santé ou tout autre professionnel de santé si présence d'un ou plusieurs symptômes évocateurs de la maladie
- ▶ **Inform**er les autorités en cas de maladies ou décès suspects
- ▶ Référer les **malades suspects** de peste au niveau des formations sanitaires



# RETRAITE STRATEGIQUE DE L'UNFPA OCEAN INDIEN



La retraite stratégique de l'UNFPA sur le thème « Engagement et leadership pour ne laisser personne de côté » s'est tenue du 1er au 3 août 2018. Elle a regroupé trois pays de l'Océan Indien à savoir Madagascar, Comores et Maurice. Cette retraite a été également marquée par la participation de plusieurs fonctionnaires de haut rang des Nations Unies venant de New York, les Représentants du Groupe des experts africains aux Nations Unies et du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies à Maurice qui ont pris part à une visite préalable de terrain à Ambovombe Androy au cours de laquelle ils ont pu observer des réalisations du programme pays et apprécier les défis auxquels l'UNFPA est confronté.

Des séances de panel ont été organisées afin de discuter: des profits du Dividende Démographique dans l'Océan Indien en investissant dans la jeunesse, du financement et mobilisation de ressources, des objectifs de développement durable et les impacts de UNFPA, des négociations multilatérales : Conférence Internationale sur la Population et Développement (CIPD+25),

du plan stratégique UNFPA et l'atteinte des résultats transformateurs et enfin du multilatéralisme

Des séances de panel ont eu lieu afin de discuter des profits du dividende démographique dans l'Océan Indien en investissant dans la jeunesse, du financement et mobilisation de ressources, des Objectifs de développement durable (ODD) et les impacts pour l'UNFPA, des négociations multilatérales telles la Conférence Internationale sur la Population et Développement (CIPD+25), du plan stratégique UNFPA et l'atteinte des résultats transformateurs et enfin du multilatéralisme.

La retraite stratégique a ainsi été cruciale pour assurer que les bureaux de Madagascar, Comores et Maurice renforcent l'impact de leur travail en vue de réaliser les trois résultats transformateurs : zéro décès maternel évitable, zéro besoin non-satisfait en planification familiale et zéro violence basée sur le genre et autres pratiques néfastes pour les femmes et les jeunes filles d'ici 2030.

# APPUI AU PROCESSUS ÉLECTORAL

Renforcement des capacités des journalistes des six provinces de Madagascar et ateliers pour une lecture et une compréhension communes du nouveau cadre légal du processus électoral



Du 30 juillet au 12 septembre 2018, près de 200 journalistes, issus des médias publics et privés, de la presse écrite et de l'audiovisuel ont participé à huit sessions de renforcement des capacités organisées dans les six provinces du pays. Une initiative portée par le Système des Nations Unies à Madagascar, le projet SACEM, la CENI et l'Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM), afin que les journalistes puissent contribuer à la tenue d'élections crédibles, transparentes, pacifiques et inclusives dans le pays en 2018.

Au cours des ateliers qui se sont tenus à Ampefy, Tuléar, Fianarantsoa, Antsirabe, Toamasina, Antsiranana, Mahajanga et Antananarivo, les modules de formations et échanges ont porté sur le nouveau cadre légal, le rôle des organes de presse dans le contexte de l'élection présidentielle de cette année, la prévention des conflits et le rôle essentiel des journalistes pour la bonne information et sensibilisation des citoyens.

À l'occasion de chaque atelier, un projet de charte d'engagements pour les médias a été discuté et constamment amélioré, en vue d'une adoption future. Les journalistes ont en outre été dotés des textes réglementaires et législatifs relatifs aux élections, des différents modules de formation, ainsi que d'un Manuel du journaliste malgache en période électorale.



Lors de l'atelier final, qui s'est tenu le 12 septembre 2018 à la CENI de Nanisana, la Coordinatrice du Système des Nations Unies, Madame Violette Kakyomya, a invité les rédacteurs en chef à faire preuve d'un grand professionnalisme à l'approche de l'élection présidentielle : « Dès aujourd'hui, vous et vos équipes devez être en mesure d'informer convenablement les citoyens sur les principes fondamentaux de la démocratie, les nombreux enjeux du processus électoral, les procédures de vote, ainsi que leurs droits et devoirs en matière électorale. Des citoyens qui comptent aussi beaucoup sur vous pour relayer leurs aspirations et inquiétudes au cours de cette période critique pour l'avenir du pays. Mettez leur parole au centre du discours médiatique. »



Guide pour les professionnels de la presse et des médias en période électorale (c) BCR



D'autre part, six ateliers visant l'appropriation du nouveau cadre légal du processus électoral, l'harmonisation de sa compréhension en général et des différentes règles relatives au contentieux électoral afin de permettre aux parties prenantes de faire valoir leurs droits et réclamations ont été organisés du 12 juillet au 29 août, à Antananarivo, Toamasina, Fianarantsoa, Toliara, Mahajanga et Antsiranana. Partis politiques, professionnels des médias et Organisations de la société civile (OSC) ont ainsi eu l'opportunité de

saisir le champ d'action et les procédures d'application des nouvelles lois, mais aussi de mieux comprendre leurs rôles et apprécier leurs contributions au processus, afin de parvenir à l'organisation d'élections crédibles, inclusives et apaisées dans le pays. Par ailleurs, la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) a saisi cette opportunité pour amplement se faire connaître à travers la tenue de stands de présentation de l'Institution et de ses activités dans les provinces.

# JOURNEES INTERNATIONALES

## Célébration de la Journée mondiale de la population : " La planification familiale est un droit humain"



La journée mondiale de la population 2018 a été célébrée à Toamasina le 11 juillet dernier. « **La planification familiale est un droit humain** », tel est le thème de la célébration qui souligne le fait que la planification familiale volontaire et sans danger constitue un droit fondamental pour chacun d'une manière où chaque couple/parents puisse avoir la liberté de choisir la méthode contraceptive qui leur convient et de décider le nombre d'enfant voulu et l'espacement entre les naissances.

La Journée mondiale a été célébrée en présence du Ministre de la population, des représentants de la société civile, du secteur privé ainsi que des représentants du système des Nations Unies dont le Représentant de l'OMS et de l'UNFPA.

Les objectifs de la célébration de la journée étaient :

- d'engager les Décideurs et/ou les Autorités à respecter, à protéger et à appliquer les droits humains en matière de la planification familiale et
- de conscientiser la population sur l'importance de leurs droits fondamentaux ainsi que les avantages de la planification familiale.

Plusieurs activités ont été réalisées, telles que : formation des journalistes et communicateurs en matière de droit humain et planification familiale, formation en dividende démographique, conférence débat, carnaval et diffusion des messages clés sur la planification familiale à travers divers outils de communication.

Dans le cadre de cette célébration, des visites auprès du centre hospitalier universitaire à Toamasina, ont été effectuées par les Représentants de l'OMS, de l'UNFPA et la Ministre de la population en effet, un projet appuyé par le Système des Nations Unies a permis de réhabiliter le bloc opératoire et la salle d'accouchement de la maternité. Ceci dans but d'atteindre l'un des principaux objectifs de l'UNFPA de zéro décès maternel évitable d'ici 2030.

# JOURNEES INTERNATIONALES

## Célébration de la "Journée internationale Nelson Mandela"



La Journée internationale Nelson Mandela 2018 marque le centenaire de la naissance de Nelson Mandela. Comme chaque année, le Système des Nations Unies à Madagascar s'est associé avec le Gouvernement malgache et l'Ambassade de l'Afrique du Sud à Madagascar pour cette célébration.

La journée du 18 juillet a été marquée par une cérémonie de remise de dons comprenant des vivres et des articles non vivres (chaussures, vêtements, etc.) à 90 ménages vulnérables dans la commune de Soavina, District Antananarivo Atsimondrano. Dans l'après-midi, un concours adressé aux jeunes lycéens d'Antananarivo sous le thème « Madiba, un modèle pour la jeunesse malgache » s'est tenu au DLC Anosy, en présence de S.E.Mme l'Ambassadeur de l'Afrique du Sud et du Représentant de l'UNFPA.



Toujours dans ce même cadre, le Système des Nations Unies a remis des dons divers (matelas, livres, etc.) au Centre de rééducation des jeunes à Joffreville (Diégo).

L'objectif des activités de célébration consiste à susciter l'engagement du public à perpétuer la culture de solidarité laissée par Nelson Mandela, en donnant de son temps pour aider les autres, à véhiculer les principes de Nelson Mandela qui sont « Liberté, Justice, Démocratie » et à faire connaître l'histoire de Nelson Mandela et lui rendre hommage en tant que modèle de leadership.



# VISITES DE HAUT NIVEAU

## Visite du Dr. Julitta Onabanjo, Directrice régional de l'UNFPA pour l'Afrique australe et de l'Est

Invitée par le Ministre malgache de la Jeunesse et des Sports Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Jeunesse (JIJ), Dr Julitta Onabanjo, Directrice Régionale de l'UNFPA pour l'Afrique Australe et de l'Est s'est rendue à Madagascar. La célébration a eu lieu le 12 août à Ambovombe, et a été marquée entre autres par l'inauguration d'infrastructures telles que la Maison des jeunes, de l'emploi et de l'entrepreneuriat modèle d'Ambovombe, mais également le Centre hospitalier Monja Jaona réhabilité.

En marge des festivités lors de la célébration de la JIJ, Dr Onabanjo a visité l'hôpital de référence d'Ambovombe et le Centre d'Ecoute et de Conseil Juridique (CECJ) et a également assisté avec le Premier Ministre à un dîner de travail organisé par le Système des Nations Unies.

Les rencontres et les entretiens avec les membres de la communauté, plus particulièrement avec des femmes réparées de la fistule obstétricale, des femmes survivantes de violences basées sur le genre ont également marqué la visite de la Directrice régionale de l'UNFPA. Elle a de ce fait souligné l'engagement de l'UNFPA de continuer sur les efforts faits en termes de sensibilisation sur l'utilisation de la planification familiale, la promotion de la santé maternelle, santé sexuelle et reproductive et enfin sur la lutte contre les violences basées sur le genre.

En outre des visites effectuées à Ambovombe lors la célébration de la Journée Internationale de la Jeunesse, des réunions de travail avec les parties prenantes dont quelques représentants du gouvernement malagasy,



les membres de l'équipe Pays des Nations Unies à Madagascar, et également les partenaires d'exécution du septième programme de l'UNFPA dans le pays ont été organisées. Les discussions se sont surtout focalisé sur :

- L'importance de la collaboration et de l'esprit d'équipe dans le cadre de la réalisation des activités pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable ;
- La dissémination de la nouvelle loi portant sur la planification familiale, santé sexuelle et reproductive ;
- Le plaidoyer en vue de faciliter la procuration des produits contraceptifs pour le pays ;
- La prise en compte des jeunes et plus particulièrement les jeunes filles lors du prochain programme.





# VISITES DE HAUT NIVEAU

## Visite de Mme Lola Castro, Directrice régionale du PAM pour les pays du Sud de l'Afrique



La Directrice régionale du PAM pour les pays du sud de l'Afrique, Lola Castro, était en visite officielle à Madagascar du 26 au 31 août 2018, afin de rencontrer les partenaires clés pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le pays, dont le Premier Ministre et les ministres en charge de l'Economie et du Plan, de l'Agriculture et de l'Elevage, de l'Education nationale, de la Population, la Protection sociale et la Promotion de la femme ainsi que les autorités en charge de la lutte contre la malnutrition et la prévention gestion des risques et catastrophes. Elle a également rencontré les donateurs du PAM, l'équipe en charge de la mise en œuvre de la stratégie Faim Zéro à Madagascar ainsi que l'Equipe-pays des Nations Unies afin de discuter de la collaboration et des défis à relever pour l'année à venir.

Accompagnée du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, du Représentant de l'UNICEF et de la Directrice adjointe du PAM à Madagascar, Mme Lola Castro a effectué une descente dans le sud de Madagascar au cours de laquelle elle a pu visiter plusieurs projets appuyées par le PAM et d'autres organisation des Nations Unies comme la FAO, FIDA, UNICEF.

Au terme de son séjour dans le sud, Lola Castro a eu un échange avec la presse à l'hôtel Talinjo de Fort Dauphin, le 30 août 2018.

« Ma visite à Madagascar a permis de réitérer l'engagement du PAM auprès du Gouvernement Malagasy pour les accompagner dans la lutte contre l'insécurité alimentaire qui touche plus de 1,2 million de personnes. Avec 75% de probabilité que le phénomène climatique El Nino se reproduise, nous devons agir immédiatement pour éviter une situation d'urgence humanitaire » a déclaré Mme Lola Castro.



# RENCONTRE ENTRE L'EQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES ET LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS DE MADAGASCAR SUR LA REFORME DE L'ONU



L'Equipe-pays des Nations Unies a organisé une rencontre avec les partenaires techniques et financiers de Madagascar le mardi 11 septembre 2018, à la Maison commune des Nations Unies, afin d'échanger sur les réformes en cours des Nations Unies.

Les présentations faites par les membres de l'Equipe-pays ont touché à l'historique des réformes qu'a connu l'ONU depuis 1997 ; à l'initiative « Unis dans l'action » lancée par le SG de l'ONU en 2006, avec un point sur la situation de mise en œuvre actuelle à Madagascar ; et au repositionnement actuel du système des Nations Unies en vue de la mise en œuvre du Programme 2030.

Les Ambassadeurs et représentants d'organisations internationales ayant participé à la réunion ont réitéré le soutien de leurs pays/organisations à la réforme actuelle puisque ce repositionnement permettra d'obtenir de meilleurs résultats. Ils ont souligné la nécessité d'une synergie d'action, d'une utilisation rationnelle des ressources et du renforcement de l'approche multisectorielle.

# REUNION GENERALE DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES A MADAGASCAR



Un rassemblement de tous les membres du personnel du Système des Nations Unies à Madagascar a été organisé le lundi 10 septembre 2018 dans l'enceinte de la Maison commune des Nations Unies.

Plus de 350 staffs ont participé à cette importante rencontre, y compris le personnel basé en dehors d'Antananarivo qui ont pu prendre part via Skype.

Les thématiques abordées durant la rencontre comprenaient la préparation du processus électoral ; les comportements durant la période électoral ; la sécurité du personnel du Système des Nations Unies et l'appui de l'UNDSS.

## REUNION GENERALE DU PERSONNEL

Tous les membres du personnel des Nations Unies sont conviés à une réunion générale

Lundi 10 Septembre 2018  
de 14h30 à 16h30  
à la Maison commune des Nations Unies



### ORDRE DU JOUR

- Comportements durant la période électoral
- Sécurité du personnel



Présentations



Séances de Questions-Réponses avec le personnel



Boissons et sandwiches offerts



# PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

En vue d'accompagner le Gouvernement malagasy dans la préservation des acquis démocratiques enregistrés depuis l'organisation des élections présidentielles et législatives de 2013, et dans la réalisation en 2018 des « élections libres, justes, transparentes, inclusive, et dont les résultats seront acceptés par tous », le HCDH a mis en œuvre une « stratégie Droits de l'homme et Elections », visant principalement à promouvoir la participation des acteurs nationaux à la prévention des violences électorales et des violations des droits de l'homme. Dans cette optique, le HCDH entend mettre en place au niveau des 22 régions de Madagascar des structures de plaidoyer, de surveillance et d'identification des violations des droits de l'homme, qui seront composées des moniteurs issus des acteurs-clés tels que les Organisations de la Société Civile œuvrant pour la promotion et la protection des Droits de l'Homme, la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH), le Kômitin'ny fampihavanam-pirenena (Conseil pour la réconciliation nationale- CFM),

l'Ordre des Journalistes de Madagascar, et l'Ordre des Avocats de Madagascar. Les moniteurs collaboreront avec une structure centrale, qui est située dans la capitale et gérée conjointement par le HCDH et la CNIDH, et qui assurera un monitoring des droits de l'homme durant le processus électoral, à l'échelle nationale.

Le HCDH a entamé la mise en œuvre d'une telle initiative, à travers l'organisation d'un atelier de regroupement des 20 moniteurs issus des trois régions de la Province de Toamasina, les 08 et 09 octobre derniers, et qui a porté sur les droits et libertés liés aux élections, la prévention des violences électorales, la méthodologie de la surveillance des droits de l'homme durant le processus électoral, ainsi que le code de conduite des moniteurs des droits de l'homme durant les élections.

## Lancement du Rapport sur les droits de l'Homme et la pratique de la justice populaire à Madagascar



Dans le cadre de la célébration du 70ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) a présenté, le 17 septembre 2018 à Antananarivo, un rapport sur les droits de l'homme et la pratique de la justice populaire à Madagascar.

L'élaboration de ce rapport a été dictée par les proportions inquiétantes prises par la pratique dans le pays ces dernières années, et l'engagement du Système des Nations Unies, dans le cadre du Projet « Consolidation de la paix », à appuyer le processus de la Réforme du Secteur de la Sécurité initié par le Gouvernement malagasy.

Le rapport résulte d'une étude menée au niveau du pays par le HCDH, entre juillet 2016 et août 2018, et s'intéresse à l'identité des victimes ainsi qu'aux zones touchées par le phénomène, au modus operandi des auteurs, aux causes et conséquences du phénomène et à l'attitude des autorités vis-à-vis des actes de justice populaire. Constituant un outil essentiel pour renforcer la prévention et la lutte contre la justice populaire, le rapport fournit une série de recommandations adressées aux autorités nationales, à la société civile et à la communauté internationale.